

# **Marché pétrolier : les craintes diminuent mais le risque d'une flambée soudaine des prix demeure bien réel**

20 décembre 2004, Vincent Beuret

## **1. En bref**

**Le 26 octobre 2004, les prix pétroliers ont établi de nouveaux records historiques en termes nominaux avec plus de 52 \$ le baril de brut Brent à Londres et plus de 55 \$ le baril de West Texas Intermediate (WTI) à New York. Corrigés de l'inflation, ces prix n'ont toutefois pas atteint les records des années 1981/82. Au cours du mois de novembre, la situation s'est heureusement nettement détendue, ce qui fait qu'à partir de début décembre, tant le prix du baril de Brent que celui de WTI situaient à nouveau aux alentours de 40 \$. Même la décision de l'OPEP le 10 décembre de réduire de 1 million de barils par jour (mbj) sa production effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2005 n'a pas suffi à faire réagir les marchés. Toutefois, même après avoir chuté de 25% par rapport à leurs récents sommets, les prix du pétrole brut à mi-décembre restaient 30% plus élevés qu'en début d'année. De l'avis de Agence Internationale de l'Energie (AIE), la détente devrait se poursuivre, sauf en cas d'événement majeur dans l'une des régions clés de la planète ou si l'hiver sur l'hémisphère nord devait s'avérer particulièrement froid.**

**L'AIE estime que jusqu'ici, le renchérissement pétrolier n'a eu que peu d'impact sur la consommation. Quant à la croissance économique des pays de l'OCDE, elle ne s'est affaiblie que de quelques dizaines de pourcents au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, comparée au 2<sup>ème</sup>, selon les premières estimations de cette organisation. La hausse du produit intérieur brut (PIB) aux Etats-Unis reste même supérieure à son potentiel de croissance à long terme (3,5%).**

**En Suisse, les effets négatifs du renchérissement pétrolier sur la croissance économique s'avèrent jusqu'ici limités, également de l'ordre de quelques dixièmes de pourcents. Il faut dire que l'économie helvétique est surtout spécialisée dans les services et la production manufacturière à haute valeur ajoutée. Quant à la production d'électricité, elle se fonde presque exclusivement sur la force hydraulique et l'énergie nucléaire. Par conséquent, globalement, la sensibilité de notre économie au renchérissement du pétrole est comparativement moindre. De janvier à octobre, les chiffres disponibles ne montrent pas d'effet particulier du renchérissement pétrolier sur la consommation. Celle-ci reste déterminée principalement par les conditions climatiques et les besoins de mobilité. Le niveau particulièrement bas des réserves de mazout en fin d'année – un phénomène que l'AIE constate partout ailleurs sur la planète – constitue toutefois un risque à ne pas sous-estimer. La 1<sup>ère</sup> vague de grand froid sur l'hémisphère nord pourrait bien faire s'envoler à nouveau les prix du gasoil (mazout et diesel).**

## **2. Les raisons principales de la hausse des prix pétroliers en 2004**

**La flambée des prix de l'été et de l'automne a été provoquée notamment par les facteurs suivants : hausse de la demande pétrolière mondiale dont l'ampleur (+3,4% en 2004 selon les dernières estimations de l'AIE, taux record depuis 1976) a surpris les observateurs ; réserves de capacités de production de l'OPEP ramenées à moins de 1 mbj au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004 ; faible niveau des stocks de distillats moyens chez les pays consommateurs ensuite notamment d'un resserrement des capacités de raffinage ; tensions politiques ou conflits frappant nombre d'importants pays**

fournisseurs (Irak, Nigeria, Venezuela) ; dégâts causés par l'ouragan Ivan aux installations pétrolières du Golfe du Mexique ; sans oublier les opérations spéculatives menées par des investisseurs surtout institutionnels, dont les effets ont accentué les fluctuations des cours. Malgré tous ces facteurs, la crainte d'un resserrement de l'approvisionnement pétrolier mondial apparaît plus de nature psychologique que physique. En effet, au 2<sup>ème</sup> et au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, l'offre globale de pétrole a dépassé la demande selon l'AIE et avec plus de 30 millions de barils par jour en octobre, la production de l'OPEP (y c. l'Irak) a été la plus élevée observée depuis 1979.

En conséquence de la flambée des prix du brut de l'été 2004, la Commission de l'Union européenne a fait de la sécurité de l'approvisionnement pétrolier l'une de ses priorités. Néanmoins, le Parlement européen a définitivement refusé en septembre les propositions présentées en 2002 par Madame de Palacio, lesquels visaient à gérer en commun les stocks de pétrole des Etats membres et à étendre les prérogatives de la Commission en ce domaine. L'idée d'utiliser ces stocks pour lutter contre la volatilité des cours a été particulièrement combattue.

### **3. Net recul des cotations pétrolières à partir de fin octobre**

A partir de fin octobre, avec la fin des travaux de maintenance dans le secteur du raffinage, les stocks de produits pétroliers dans les pays de l'OCDE se sont redressés, en particulier ceux de mazout sur lesquels se concentraient tous les regards à l'approche de l'hiver. La production pétrolière dans le Golfe du Mexique s'est rapprochée de son niveau normal et la croissance de la demande d'énergie de la Chine a fait apparaître des premiers signes de faiblesse. Par ailleurs, le fait que les élections présidentielles aux Etats-Unis se soient déroulées sans incident a réduit la peur du terrorisme et contribué ainsi à calmer le marché du pétrole.

### **4. Equilibre entre offre et demande de pétrole et réserves de capacités de production**

En raison d'une croissance économique soutenue, notamment en Chine, aux Etats-Unis et en Asie du sud-est, la demande pétrolière mondiale a augmenté en cours d'année bien plus rapidement que prévu. L'AIE a révisé plusieurs fois à la hausse ses prévisions pour 2004. La dernière estimation fait état d'une consommation de 82,4 mbj (+ 3,4%) alors qu'en 2005, la progression devrait ralentir de moitié et la consommation atteindre 83,8 mbj. Du côté de l'offre, l'OPEP a d'abord réduit sa production de 1 mbj au printemps, avant de la augmenter de 1,5 mbj en été sous la pression des pays consommateurs. En automne, la hausse s'est poursuivie jusqu'à atteindre 30 mbj en octobre (+ 2 mbj par rapport à janvier, dont Arabie Saoudite : + 1 mbj et Irak : + 0,3 mbj). En raison des travaux de maintenance des plateformes pétrolières en Mer du Nord et des effets de l'ouragan Ivan aux Etats-Unis, la production des pays non membres de l'OPEP a reculé durant l'automne. Depuis, elle a retrouvé son niveau de janvier. Selon les observateurs, on ne saurait expliquer l'envolée des cours pétroliers en 2004 par un déséquilibre entre l'offre et la demande de pétrole. Le fait que les réserves de capacité de production de l'OPEP aient chuté à moins de 1 mbj en automne 2004,, contre 7 mbj au printemps 2002, constitue en revanche un facteur explicatif nettement plus convaincant. En fait, seule l'Arabie Saoudite dispose encore actuellement de quelques capacités de production mobilisables à court terme.

Par ailleurs, l'AIE a publié à fin octobre ses nouvelles perspectives énergétiques d'ici l'année 2030 (World Energy Outlook 2004). Selon le scénario dit de référence, la consommation mondiale d'énergie devrait augmenter de 59%, le 85% de ce surcroît étant couvert par les énergies fossiles. L'AIE table avec une hausse de moitié de la demande pétrolière et un doublement en ce qui concerne le gaz. Il apparaît donc déjà clairement qu'en l'absence de mesures drastiques des gouvernements en vue de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, les objectifs visés par le protocole de Kyoto s'éloigneront d'autant plus.

Le fait que la Russie vienne de ratifier ledit protocole, ce qui permet enfin sa mise en application, ne devrait pas changer grand-chose au problème. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et l'Australie, pour ne citer que quelques pays parmi les plus gros consommateurs d'énergie de la planète, continueront sans répit à accroître leurs émissions de gaz à effet de serre. Pour obtenir plus d'informations sur le World Energy Outlook 2004 de l'AIE ou pour commander la brochure, on peut consulter le site suivant : <http://www.worldenergyoutlook.org/>

## **5. Foyers d'insécurité**

### **a. Arabie Saoudite**

En mai, l'Arabie Saoudite a été victimes d'attaques terroristes sanglantes et spectaculaires. Depuis, la situation sur ce front s'est passablement calmée mais la fin de l'alerte n'est pas pour demain. Ailleurs dans le monde, aucune attaque de l'ampleur de celle qui a touché Madrid le 9 mars dernier n'est venue attiser le climat d'insécurité.

### **b. Irak**

En Irak, la production pétrolière s'est accrue à 2,2 mbj en septembre et en octobre, selon les chiffres publiés par le mensuel Petroleum Economist (PE). Ce niveau de production, un record depuis la chute du régime de Saddam Hussein, a pu être maintenu malgré que les actes de sabotages contre les installations pétrolières aient à peine diminué d'intensité. Nul ne saurait dire quand la situation en Irak va se normaliser. Le manque de sécurité physique, l'absence d'un système politique stable et d'une législation transparente et fiable rebute encore et toujours la plupart des compagnies pétrolières internationales d'investir dans ce pays. Or, l'Irak est avec 10% le 3<sup>ème</sup> plus gros détenteur de réserves prouvées de pétrole de la planète.

### **c. Nigeria**

Au Nigeria, septembre et octobre ont été marqués par de nouvelles attaques menées par les rebelles dans le delta du Niger ainsi que par une nouvelle grève générale de 4 jours. Les chiffres publiés par le PE montrent toutefois que la production pétrolière nigériane n'en a pas souffert.

### **d. Venezuela**

Au Venezuela, la réélection à une nette majorité du président Chávez a permis de calmer la situation et de rassurer en particulier les consommateurs américains. Le Venezuela est en effet le 3<sup>ème</sup> plus gros fournisseur de pétrole des USA (11% des importations), derrière l'Arabie Saoudite (14%) et le Mexique (13%). M. Chavez a tenu à rassurer les pays consommateurs en affirmant que son pays veillerait à la sécurité et à la stabilité de l'approvisionnement pétrolier mondial.

### **e. Russie : vente aux enchères de la principale filiale du groupe Yukos**

Le 19 décembre 2004, Yuganskneftegaz, la filiale de production de pétrole de Yukos, a été vendue aux enchères pour 9,3 milliards de dollars. Officiellement, le produit de la vente doit permettre à l'Etat russe de récupérer les arriérés fiscaux exigés de Yukos, la firme pétrolière la plus moderne et la plus efficace du pays. Selon les spécialistes, cette vente signifie ni plus ni moins le démantèlement de cette firme. Contrairement aux attentes, ce n'est pas Gazprom, la société de gaz semi étatique, qui a repris Yuganskneftegaz, mais un groupe financier totalement inconnu : Baikal Finance Group.

Selon les observateurs, ce groupe serait étroitement lié à Gazprom et servirait en fait de société écran. La vente forcée de Yuganskneftegaz à une filiale de Gazprom confirme la volonté de l'Etat de rasseoir son autorité sur l'industrie pétrolière et sur le secteur énergétique russe en général. Yuganskneftegaz produit 1,7 mbj de brut, ce qui équivaut à 20% de la production russe et à env. 2% de la production mondiale de pétrole. Pour les investisseurs occidentaux, l'attitude du Kremlin face à Yukos est d'autant plus inquiétante qu'une autre grande firme privée russe, la compagnie de téléphones Vimpelcom, fait désormais également l'objet de rappels fiscaux jugés largement disproportionnés. Ces attaques contre des firmes privées mettent en doute la fiabilité de la législation fiscale applicable en Russie ainsi que la volonté affirmée du gouvernement de poursuivre sa politique de privatisation de l'économie. Elles ne sauraient favoriser la mise sur pied d'un marché concurrentiel et elles ne peuvent que rebuter encore plus les investisseurs étrangers, ceci alors que l'AIE estime à 700 millions de dollars d'ici 2030 les besoins en capitaux du secteur énergétique russe. Il est notoire que la Russie constitue l'un des piliers de l'approvisionnement énergétique mondial, elle qui fournit plus du 1/5 des exportations de gaz et près du 1/10 des exportations de pétrole. Le pendant, c'est que l'économie russe dépend toujours plus du pétrole et du gaz, dont l'exploitation correspond au 1/4 du produit intérieur brut du pays. S'il faut parler de dépendance, c'est donc bien de dépendance mutuelle qu'il s'agit.

#### **f. Ukraine : Elections présidentielles**

Le 2<sup>ème</sup> tour des élections présidentielles, le 21 novembre 2004, a été marqué par d'importantes fraudes, lesquelles ont été dénoncées par la Mission internationale d'observation. Cela n'a pas empêché la commission électorale d'accorder la victoire au candidat du pouvoir, le prorusse Viktor Ianoukovitch, alors que les sondages à la sortie des urnes montraient une nette avance en faveur de Viktor Louchtchenko, le candidat de l'opposition pro-occidentale. Les partisans de celui-ci sont alors descendus par dizaines de milliers dans la rue pour exiger la tenue de nouvelles élections. Ces votations ont surtout mis en exergue la division de l'Ukraine en deux régions : d'un côté l'ouest du pays, catholique et tourné vers l'Occident ; de l'autre le centre et l'est, orthodoxes et où les regards sont tournés vers Moscou. Sous la pression internationale, un 3<sup>ème</sup> tour d'élections a finalement été fixé au 26 décembre. Quel qu'en soit le résultat, une partition du pays, éventuellement par la violence, ne saurait être exclue. Sachant que plus du 80% du gaz russe acheminé vers l'Europe occidentale traverse l'Ukraine, c'est l'approvisionnement énergétique global de cette région qui serait concerné par une déstabilisation de ce pays.

#### **6. Rapprochement de la Libye avec le monde occidental**

L'année 2004 a aussi été marquée par des événements positifs, notamment la réouverture au monde occidental de la Libye. Début octobre, le gouvernement libyen a présenté les mesures mises en place pour attirer les investisseurs occidentaux, afin notamment de mettre en valeur les ressources minières du pays, d'améliorer les infrastructures publiques et de développer le secteur touristique. On notera que pour la première fois depuis 18 ans, les compagnies américaines auront à nouveau la possibilité d'investir dans le secteur pétrolier libyen. Le volte-face de la Libye intéresse particulièrement la Suisse, qui importe plus de la moitié du pétrole brut qu'elle consomme de ce pays.

#### **7. Evolution des prix pétroliers**

Fin 2001 / début 2002, le baril de brut Brent s'échangeait autour des 19 \$. Par la suite, les prix pétroliers ont continuellement renchéri, sauf durant les quelques semaines qui ont suivi le déclenchement de la guerre en Irak. L'enlisement de ce conflit a bien vite effacé tout espoir d'une

stabilisation rapide de la situation au Moyen-Orient, ce qui n'a fait que renforcer les incertitudes et par conséquent la hausse des cours de l'or noir. Néanmoins, le renchérissement n'a pas été aussi spectaculaire qu'en 1973/74 et en 1979/80. A Londres, le baril de Brent a passé de 23,4 \$ en avril 2003 à un peu plus de 51 \$ à fin octobre 2004, alors qu'à New York, le brut de référence West Texas Intermediate a crevé le plafond des 55 \$. En termes nominaux, ces prix sont les plus élevés jamais observés mais en termes réels, le niveau des années 1981/82 n'a de loin pas été atteint. Exprimé en dollars de 2004, le prix du brut avait alors franchi la barre des 100 \$. Le renchérissement du brut a été plus ou moins marquée suivant les régions et leur monnaie de référence. Alors qu'exprimé en dollars, il a été d'env. 170% du début 2002 à fin octobre 2004, il n'a été que de 90% converti en Euro et de 100% exprimé en francs suisses. En raison de la faiblesse du dollar par rapport aux principales autres monnaies, l'OPEP envisage d'ailleurs de renoncer à sa fourchette de prix de référence de 22 à 28 \$ le baril. Elle abordera ce thème lors de sa réunion du 30 janvier 2005 à Vienne.

Dès début décembre, le prix du brut (Brent et WTI) est redescendu en dessous de 40 \$ le baril pour les raisons présentées ci-dessus. Par crainte que les cours ne diminuent davantage, l'OPEP a décidé le 10 décembre de réduire de 1 mbj son surplus de production tout en maintenant son plafond théorique à 27 mbj. Les marchés ont réagi sans émoi à cette décision, ceci d'autant plus que la répartition de l'effort de réduction de production n'a pas été précisée et que l'OPEP a dans le même temps assuré vouloir fournir suffisamment de pétrole aux pays consommateurs.

Pour ce qui concerne les produits pétroliers, l'essence sur le marché de Rotterdam s'est renchérie des 2/3 entre le début de l'année et mi-octobre 2004 et le gasoil de 80%. Ensuite, les cours ont fortement reculé et à mi-décembre, la hausse en regard du début 2004 n'était plus que de 20% pour l'essence et de 40% pour le gasoil.

Pour obtenir plus d'informations sur l'évolution récente ou historique des prix pétroliers (pétrole brut et produits), en particulier sous forme de graphiques, on peut consulter les sites Internet suivants, lesquels renseignent sur l'évolution des cours sur les deux plus importants marchés à terme de la planète, le NYMEX (New York Mercantile Exchange) et l'IPE (International Petroleum Exchange de Londres) :

<http://www.oilenergy.com/>

<http://futures.tradingcharts.com/menu.html>

## **8. Entwicklung des Schweizer Ölmarktes von Januar bis Oktober 2004**

### **a. Ölpreise**

Die Entwicklung im letzten Sommer und im Herbst hinterlässt den Eindruck, dass Energie im Jahr 2004 deutlich teurer war als 2003. Gemäss BFS-Preiserhebungen ist das aber mit Ausnahme von Kohle nicht der Fall. Zwar sind alle Energiepreise (mit Ausnahme von Strom) im Laufe des Jahres - zum Teil massiv - gestiegen. Der Vergleich der Durchschnittspreise der ersten zehn Monate zeigt aber, dass die Entwicklung zwischen 2003 und 2004 nicht so dramatisch war wie generell angenommen wird:

<u>Entwicklung:</u>	<u>nominal</u>	<u>real</u>
<u>Landesindex der Konsumentenpreise:</u>		
- Energie im Haushalt + Treibstoffe:	+ 3.5%	+ 2.8%
- Ölprodukte:	+ 7.4%	+ 6.7%
- Treibstoffe:	+ 5.9%	+ 5.1%
- Heizöl EL:	+10.8%	+10.1%
- Gas:	- 0.4%	- 1.1%
- Strom:	- 1.8%	- 2.5%
- Fernwärme:	- 3.2%	- 3.8%

Produzentenindex:

- Strom (Gewerbe, Ind., Dienstleistungen)	- 2.3%	- 3.2%
- Gas (Gewerbe, Ind., Dienstleistungen)	- 0.8%	- 1.8%

Importpreisindex:

- Kohle:	+ 40.7%	+ 39.4%
- Ölprodukte:	+ 11.5%	+ 10.4%
- Benzin:	+ 6.3%	+ 5.3%
- Diesel:	+ 6.1%	+ 5.1%
- Heizöl EL:	+ 16.0%	+ 14.9%

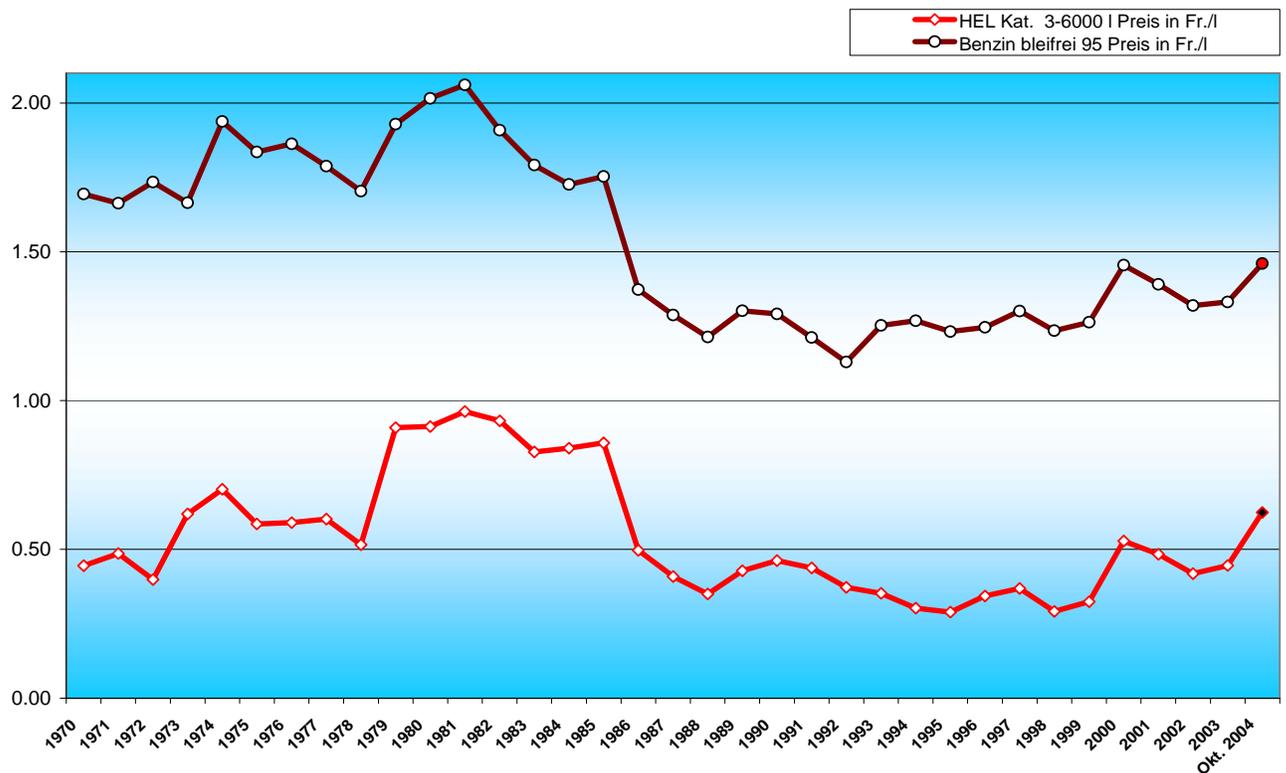
Aus den oben stehenden Zahlen ergibt sich, dass sich nur Kohle im Jahr 2004 mit einem Plus von 40% massiv verteuert hat<sup>1</sup>.

Vorläufig hat der HEL-Preis seinen Gipfel Mitte Oktober erreicht. Gegenüber Oktober 2003 ist er um 38% und im Vergleich zum September 2004 um 17% gestiegen, was zur Beschleunigung der Jahresteuierung von 0,9% im September auf 1,3% im Oktober massgeblich beigetragen hat. Ihrerseits sind die Treibstoffpreise wegen der hohen Steuerbelastung im Jahresvergleich um lediglich 10% gewachsen. Im November hat sich die Jahresteuierung auf 1,5% (das höchste Niveau seit Juli 2001) noch verstärkt. Die Ölprodukte waren einmal mehr dafür massgeblich verantwortlich, obwohl ihre Preise im Monatsvergleich wieder nach unten tendierten.

---

<sup>1</sup> Was Kohle anbelangt, vertritt die IEA die Meinung, dass ihr Preis nur vorläufig auf dem jetzigen hohen Niveau bleiben wird. In der Zeitschrift für Energiewirtschaft Nr. 28 (2004) 3 vertritt Herr Dr. H-W. Schiffer von RWE Power AG, Essen die gleiche Meinung. Dagegen sieht der Petroleum Economist (Ausgabe von Okt. 2004) in der seit Anfang 2003 dauernden Kohleverteuerung eher einen dauerhaften Trend. Im Sommer 2003 hat die trockene und rekordwarme Witterung die Kohlenachfrage zur Stromerzeugung angeheizt. 2004 hat sich diese Entwicklung nicht zuletzt wegen den hohen Ölpreisen fortgesetzt. Es sind aber vor allem die Seefrachten - die infolge des aufblühenden Seehandels explosionsartig gestiegen sind (zunehmende Transportnachfrage von Rohmaterial, insb. Eisenerz nach China usw.) - welche den Kohlepreis in die Höhe getrieben haben. Absolut gesehen bleibt dieser Energieträger aber immer noch deutlich billiger als Gas oder Schweröl.

Reale Entwicklung der Benzin- und Heizölpreise (in Franken von Oktober 2004)



## b. Ölverbrauch

Die Ölteuerung hat keinen eindeutigen Einfluss auf die Entwicklung des Energieverbrauchs von Januar bis Oktober 2004 (im Vergleich zur gleichen Periode in 2003) gehabt. Gemäss Carburas (Schweizerische Zentralstelle für die Einfuhr flüssiger Treib- und Brennstoffe) ist während der ersten zehn Monate 2004 der Benzinabsatz (entspricht etwa dem Verbrauch) um 2,3% auf 4,15 Millionen m<sup>3</sup> zurückgegangen. Dafür ist aber der Dieselabsatz um nicht weniger als 6,3% auf 1,56 Millionen m<sup>3</sup> gestiegen. Seit einigen Jahren entwickelt sich die Nachfrage nach Dieselaautos regelrecht stürmisch: 22% der Neuaautos in 2003 und 18% in 2002 gegenüber nur 6% in 1998. Insgesamt ist der Strassentreibstoffabsatz stabil auf etwa 5,17 Millionen m<sup>3</sup> geblieben obwohl der Anzahl Fahrzeuge weiter im Steigen begriffen ist, und die Personenwagen immer schwerer und stärker werden. Der Absatz von Flugpetrol ist dagegen vor allem als Folge der Redimensionierung der Schweizer Luftflotte um 3,5% auf etwa 1,24 Millionen m<sup>3</sup> gesunken. Gemäss BFE-Gesamtenergiestatistik entwickelt sich der Treibstoffverbrauch in der CH seit 2000 rückläufig, mit Ausnahme von Diesel.

Wie die Carburas-Zahlen zeigen, ist der Absatz an Heizöl extra-leicht von Januar bis Oktober um 4,8% auf etwa 4,3 Millionen m<sup>3</sup> gesunken. Der Rückgang war im Oktober mit minus 14% besonders ausgeprägt. Hier haben tatsächlich die deutlich höheren Preise dazu geführt, dass die Verbraucher mit dem Auffüllen des Öltanks lieber zugewartet haben. Das Szenario von Juli-August 2000 (wo die Preise in kurzer Zeit von 45 gegen 70 Franken pro 100 Liter gestiegen sind), hat sich dieses Jahr - obwohl weniger dramatisch - in September-Oktober wiederholt: innerhalb von 6 Wochen sind die HEL-Preise von etwa 58 auf mehr als 70 Franken Mitte Oktober geklettert. Mitte Dezember standen sie wieder bei circa 55 Franken (für eine Menge von 3–6'000 l).

Gemäss Heizöl-Panel von Basics AG stand Ende Oktober der Füllgrad der HEL-Tanks bei 49,5%: minus 15% im Vergleich mit den letzten 4 Jahren zu dieser Jahreszeit. Tiefere Vorräte als normal beobachtet man nicht nur in der Schweiz. Gemäss IEA-Bericht vom 21.10.04 z.H. des Governing Boards waren im August die Ölproduktvorräte - vor allem von Middle Distillates - in allen Weltregionen und insbesondere in Asien knapp im historischen Vergleich. Deswegen besteht die Gefahr, dass alle Konsumenten bei der ersten Kältewelle gleichzeitig Heizöl bestellen. Engpässe bei den Raffinerien und im Transportsystem, welche die Preise schnell in die Höhe treiben werden, sind dann vorprogrammiert.

Von Januar bis Oktober 2004 sind die Heizgradtage um 2,8% gesunkenen. Der Rückgang war im Oktober mit -52% besonders stark. Der Heizölverbrauch (auch gemäss Heizöl-Panel) hat jedoch überproportional um 4,7% abgenommen. Wahrscheinlich geht die Substitution von Heizöl durch Erdgas weiter. Nach provisorischen Rechnungen vom Verband der Schweizerischen Gasindustrie sind die Gasimporte während der ersten 10 Monate 2004 um 1,1% gewachsen. Zu bemerken ist, dass diese Importe im Oktober klimabedingt um 25% abgesackt sind.

Auch die Schweizer Wirtschaft scheint soweit die Ölteuerung ohne grossen Schaden verkraftet zu haben. Gemäss Seco (Staatssekretariat für Wirtschaft) ist im dritten Quartal 2004 das Bruttoinlandprodukt der Schweiz im Vergleich zum dritten Quartal 2003 um 2% gestiegen. Eine schwächere EU-Wirtschaft, eine weitere Abwertung des Dollars sowie erneut steigende Ölpreise sieht das Seco als Hauptrisiken für unsere Wirtschaft in den kommenden Monaten. Für 2005 haben mehrere Konjunkturforschungsstellen ihre BIP-Wachstumsprognosen für die Schweiz nach unten korrigiert, z.B. die KOF/ETH Zürich, die UBS sowie die OECD.